

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 14 mars 2022**

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
<b>25</b>	<b>18</b>	<b>7</b>

N° de la séance : 15

Objet de la délibération : Direction Habitat  
Logement - Villeneuve Loubet -  
Acquisition en VEFA de 20 logements  
locatifs sociaux (5 PLUS/15PLS) - Les  
Maurettes - 49 avenue des Maurettes -  
Octroi d'une garantie d'emprunt  
contractée auprès de la Caisse des Dépôts  
et Consignations par la SA D'HLM CDC  
Habitat Social

- Original
  - Expédition certifiée conforme à  
l'original
- Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2022.030

Date de la convocation :

**Le 08/03/2022**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du

**22 MARS 2022**

de la réception s/Préfecture  
en date du

**23 MARS 2022**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

L'an deux mil vingt-deux et le 14 mars à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Gérald LOMBARDO, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR

**ABSENTS :**

Kevin LUCIANO, Michel ROSSI, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Alexis ARGENTI

**Madame NASICA,**

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre de la politique du logement et plus particulièrement de la politique communautaire en matière d'aide à la production de logements conventionnés.

Conformément à la délibération n° CC.2006.046 du Conseil Communautaire du 10 juillet 2006 définissant l'intérêt communautaire en matière d'habitat, toute opération de logement à usage locatif au sens de l'article 55 de la loi SRU est de compétence communautaire.

Cette délibération a pour objet l'octroi d'une garantie d'emprunt à la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL pour l'acquisition en VEFA de 20 logements locatifs sociaux (5 PLUS - 15 PLS) - Les Maurettes, 49 Avenue des Maurettes à Villeneuve Loubet.

Cette opération a été agréée par la CASA le 27/12/2018 par décisions n° 20180600400025 (PLUS) et n°20180600400026 (PLS).



La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

**Vu** l'article L.5211-14 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'article 2298 du Code civil ;

**Vu** la délibération n° CC.2015.036 du Conseil Communautaire du 13 avril 2015 approuvant la mise en place du dispositif simplifié de prise de délibération pour la garantie des prêts sur fond d'épargne de la Caisse des Dépôts,

**Vu** la délibération n° CC.2019.163 du Conseil Communautaire du 14 octobre 2019 adoptant la mise en place du 3ème PLH 2020-2025 sur le territoire de la CASA,

**Vu** la délibération n° CC.2020.006 du Conseil Communautaire du 17 juillet 2020 par laquelle le Conseil Communautaire a donné délégation au Bureau pour accorder les garanties d'emprunts, cautions et autres crédits baux au nom de la CASA,

**Considérant** la demande formulée par SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL et tendant à financer l'acquisition en VEFA de 20 logements locatifs sociaux (5 PLUS – 15 PLS) – Les Maurettes, 49 Avenue des Maurettes à Villeneuve Loubet ;

**Considérant** le Contrat de Prêt n° 129069, en annexe, de la présente délibération, signé entre la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Il est proposé à l'assemblée délibérante de la CASA d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 283 639,00 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 129069 constitué de 6 lignes du prêt ;

La garantie de la CASA est accordée à hauteur de la somme en principal de 2 283 639,00 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

- la garantie de la CASA est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité ;
- sur notification de l'impayé, par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la CASA s'engage, dans les meilleurs délais, à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La CASA s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Il est expressément stipulé que les versements qui seront ainsi effectués par la CASA en lieu et place de l'emprunteur auront le caractère d'avances remboursables. Ces avances ne porteront pas intérêt.

Conformément aux articles R.441-5 et R.441-6 du code de la construction et de l'habitation, le total des logements réservés aux EPCI en contrepartie de l'octroi de la garantie financière des emprunts ne peut globalement représenter plus de 20 % des logements de chaque programme.

Ainsi, pour l'acquisition en VEFA de ce programme, la CASA bénéficie d'un droit de réservation sur le programme de 4 (quatre) logements pour la durée du prêt principal.

Lorsque l'emprunt garanti par la CASA est intégralement remboursé par le bailleur, celui-ci en informe le garant. Conformément à l'article L.441-6 du Code de la Construction et de l'Habitation les droits à réservation de la CASA attachés à la garantie de l'emprunt sont prorogés pour une durée de cinq ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 283 639,00 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 129069 constitué de 6 lignes du prêt.
- d'accorder sa garantie à hauteur de la somme en principal de 2 283 639,00 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ; la garantie est apportée aux conditions suivantes :
  - o la garantie de la CASA est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité ;
  - o sur notification de l'impayé, par lettre recommandée de la Caisse des Dépôts et Consignations, la CASA s'engage dans les meilleurs délais, à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement ;
  - o La CASA s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.
- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention financière à intervenir avec l'emprunteur, en vue de définir les modalités de mise en œuvre de la garantie d'emprunt.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 283 639,00 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 129069 constitué de 6 lignes du prêt.



- d'accorder sa garantie à hauteur de la somme en principal de 2 283 639,00 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ; la garantie est apportée aux conditions suivantes :
  - o la garantie de la CASA est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité ;
  - o sur notification de l'impayé, par lettre recommandée de la Caisse des Dépôts et Consignations, la CASA s'engage dans les meilleurs délais, à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement ;
  - o La CASA s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.
- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention financière à intervenir avec l'emprunteur, en vue de définir les modalités de mise en œuvre de la garantie d'emprunt.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 14 mars 2022  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

## CONVENTION

Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis / SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL  
Acquisition en VEFA de 20 logements locatifs sociaux (5 PLUS – 15 PLS)

LES MAURETTES  
49 Avenue des Maurettes, Villeneuve Loubet

GARANTIE D'EMPRUNT

## ENTRE

**La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA)** représentée par, Monsieur Jean LEONETTI, Président en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite communauté d'agglomération en vertu de la délibération du bureau communautaire en date du 14 mars 2022,

## D'UNE PART

## ET

**La SA d'HLM CDC HABITAT SOCIAL** représentée par, Monsieur Pierre FOURNON, Directeur Interrégional PACA Corse, agissant au nom et pour le compte de ladite société, dont le siège social est au 33 Avenue Pierre Mendès France à Paris (75013),

## D'AUTRE PART

## IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

La SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL souhaite obtenir de la CASA l'octroi d'une garantie, contractée auprès de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS, à hauteur de 100%, de l'emprunt d'un montant total de 2 283 639,00€ pour l'acquisition en VEFA de 20 logements locatifs sociaux (5 PLUS, 15 PLS), Les Maurettes, 49 Avenue des Maurettes à Villeneuve Loubet.

Cette opération a été agréée le 27/12/2018 par décisions n° 20180600400025 (PLUS) et n°20180600400026 (PLS) par la CASA, délégataire des aides à la pierre.

Cette garantie d'emprunt constitue l'objet de la présente convention.

- Article 1 : La CASA accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 283 639,00€ (deux millions deux cent quatre-vingt-trois mille six cent trente-neuf euros) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 129069 constitué de 6 lignes du prêt.

La garantie de la CASA est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la CASA s'engage, dans les meilleurs délais, à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer, le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La mise en jeu de la garantie susvisée est subordonnée aux règles ci-après déterminant les rapports entre la CASA et la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL.

Article 2 : Les opérations poursuivies par la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL, tant au moyen des ressources propres que des emprunts qu'elle a déjà réalisés avec la garantie de la CASA ou qu'elle réalisera avec la garantie, donneront lieu, à la fin de chaque année, à l'établissement par la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL d'un compte de gestion en recettes et dépenses, faisant ressortir pour ladite année et par opération, le résultat propre à l'exploitation de l'ensemble des immeubles appartenant à la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL qui devra être adressé au Président de la CASA, au plus tard le 31 décembre de l'année suivante.

Article 3 : Le compte de gestion défini au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article ci-dessus, comprendra :  
- au crédit : les recettes de toutes natures auxquelles aura donné lieu la gestion des immeubles et installations appartenant à la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL,  
- au débit : l'ensemble des dépenses auxquelles aura donné lieu la gestion des immeubles, notamment les frais d'administration et de gestion, les charges d'entretien, de réparations, de gardiennage, les impôts, les taxes, les charges d'intérêts et d'amortissement afférentes aux emprunts contractés pour la construction desdits immeubles et installations.

A ce compte de gestion devront être joints les états ci-après :

- état détaillé des frais généraux,
- état détaillé des créanciers divers faisant apparaître les sommes qui pourraient rester dues aux établissements prêteurs sur les échéances d'intérêts et d'amortissements d'emprunts contractés,
- état détaillé des débiteurs divers faisant ressortir les loyers non payés.

Article 4 : Si le compte de gestion ainsi établi est excédentaire, cet excédent sera utilisé jusqu'à due concurrence et, dans le cas où la garantie communautaire aurait déjà jouée, à l'amortissement de la dette contractée par la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL vis à vis de la

CASA et figurant au compte d'avances ouvert au nom de celle-ci dans les écritures de la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL suivant les conditions prévues à l'article ci-après.

Si le compte d'avance susvisé ne fait apparaître aucune dette de la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL, le solde excédentaire du compte de trésorerie sera employé conformément aux statuts de la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL.

Si, du compte de trésorerie et de l'état détaillé des créanciers divers, il résulte que la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL n'a pas réglé tout ou partie des intérêts et amortissements échus d'emprunts garantis par la CASA et qu'elle ne dispose pas de disponibilités suffisantes pour le faire, la CASA effectuera ce règlement entre les mains des prêteurs aux lieu et place de la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL dans la mesure de l'insuffisance des disponibilités constatées.

Ce règlement rendra la CASA, créancière de la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL.

Article 5 : Un compte d'avances communautaires sera ouvert dans les écritures de la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL. Il comportera au crédit le montant des versements effectués par la CASA en vertu de l'article 3, majoré des intérêts supportés par celle-ci si elle a dû faire face à des avances au moyen de fonds d'emprunts et au débit, le montant des remboursements effectués par la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL. Le solde constituera la dette de la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL vis-à-vis de la CASA.

Toutefois, les avances consenties par la CASA sont limitées à deux ans. Si, à l'expiration de ce délai, la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL ne pouvait faire face à ses engagements ou si l'examen annuel de la comptabilité prévu au paragraphe ci-dessous le rendait nécessaire, la CASA aurait la faculté de prendre une hypothèque sur les biens de la Société qui s'engage à ne pas vendre ces mêmes biens sans l'accord préalable du Préfet.

Article 6 : La SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL, sur simple demande du Président de la CASA, devra fournir à l'appui du compte et des états susvisés à l'article 1er, toutes justifications utiles. Elle devra permettre, à toute époque, aux agents désignés par le Président, de contrôler le fonctionnement de la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL, d'effectuer la vérification de sa caisse ainsi que ses livres de comptabilité et, d'une manière générale, de s'assurer de la parfaite régularité de toutes ses opérations.

Article 7 : L'application du présent contrat se poursuivra jusqu'à l'expiration de la période d'amortissement des emprunts déjà contractés ou à contracter avec la garantie de la CASA.

A l'expiration de ladite convention, et si le compte d'avances n'est pas soldé, les dispositions des articles 1<sup>er</sup>, 2, 3 (§1), 4 et 5 resteront en vigueur jusqu'à l'expiration de la créance de la CASA.

Article 8 : La CASA aura la faculté de réclamer toute mesure conservatoire appropriée (cautionnement – affectations hypothécaires – compensation de créance, etc.) soit si la garantie venait à jouer, soit même si l'examen des comptes périodiques que doit lui soumettre la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL, lui permettrait de craindre une aggravation des risques résultant de la garantie d'emprunt.

Article 9 : Tous les frais auxquels pourrait donner lieu la présente convention seront à la charge de la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL.

Article 10 : En contrepartie de la garantie d'emprunt la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL s'est engagée à réserver 4 (quatre) logements sur ce programme, jusqu'à la date de dernière échéance des prêts contractés, prorogée de 5 ans conformément à l'article R441-6 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Conformément aux dispositions de l'article 114 de la Loi ELAN, modifiant l'article L-441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les logements ci-dessus identifiés seront pris en compte dans le cadre d'une gestion en flux.

Article 11 : La SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL s'engage à associer la CASA à toute manifestation relative à l'inauguration ou à la pose de première pierre du programme précité.

Article 12 : La présente convention est conclue, sur la durée de l'amortissement du prêt principal, soit pour une période de 60 ans.

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, en son siège à Antibes,

La SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL en son siège à Paris,

Fait en deux exemplaires le

Pour La Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis  
Le Président

Pour la SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL  
Directeur Interrégional PACA Corse

Jean LEONETTI

Pierre FOURNON





**DECISION DE FINANCEMENT**  
**POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

**Numéro d'opération :**  
2018060040049

**N° SIREN du maître d'ouvrage**  
330861097

**Famille d'organisme**  
Entreprises HLM

**Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...**

S.A. LE NOUVEAU LOGIS AZUR

268 av de la californie  
BP 3174

06200 Nice

**Décisionnaire**  
CA de Sophia Antipolis

**N° de décision**  
20180600400026

**Nature de l'opération**  
Neuf

**Commune (Insee)**  
06161 Villeneuve-Loubet

**Exercice**  
2018

**Nature des logements**

Logements ordinaires

**Type de bénéficiaire**

Ménages

**Zone de prix**

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :** 49 avenue des Maurettes-PP-PLS  
49 avenue des Maurettes  
06270 Villeneuve-Loubet

## **Le Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu les délibérations n° CC-2014-141 du 30 juin 2014 et n° BC-2014-308 du 15 décembre 2014 approuvant la prise de délégation de gestion et d'attribution des aides à la pierre par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,

Vu la convention cadre de délégation de compétence des aides à la pierre signée entre l'Etat et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis en date du 23 janvier 2015,

Vu la délibération n° CC-2016-024 du 15 février 2016 autorisant le Président à exercer les compétences ci-dessus et à les subdéléguer,

Vu la délibération n° BC-2018-131 du 28 juin 2018 approuvant l'avenant n°4 à la convention cadre de délégation des Aides à la Pierre,

Vu l'arrêté de délégations de fonctions et de signature n°ARR.2016.28 du 29 novembre 2016 à la Vice-Présidente à l'Habitat et au Logement,

### **DECIDE :**

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 15 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 15 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 15 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. LE NOUVEAU LOGIS AZUR (n° SIREN : 330861097).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** Pour les PLS, la demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.
- La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et le Receveur Percepteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Antibes

le : 27 DEC. 2018

Par délégation,

Vice Présidente à l'Habitat Logement



Marguerite BLAZY





# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
<b>I - Partie Subventions</b>			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
<b>Sous-total Subventions</b>	0,00	0,00%	
<b>II - Partie Prêts</b>			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 811 736,00	69,80%	2,11%
Prêts PEEC	135 000,00	5,20%	2,60%
<b>Sous-total Prêts</b>	1 946 736,00	75,00%	
<b>III - Partie Fonds Propres</b>			
Fonds propres	648 912,30	25,00%	
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	648 912,30	25,00%	
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	2 595 648,30	100,00%	
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	2 595 648,30		

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	919,45 m²
Logements « Individuel »		
<b>Totaux pour le financement des logements « PLS »</b>	<b>15</b>	<b>919,45 m²</b>

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 15	Surface utile :	919,45 m²
Assiette : 0,00 €	<b>SUBVENTION :</b>	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

## II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	813 367,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 525 368,00 €
Prestations intellectuelles et frais	18 000,00 €
Prix de revient H.T.	2 356 735,00 €
Montant de la TVA	238 913,30 €
Prix de revient TTC	2 595 648,30 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 823,04 €

## C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'API

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

## DECISION DE FINANCEMENT

### POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

<p><b>Numéro d'opération :</b> 2018060040048</p> <p><b>N° SIREN du maître d'ouvrage</b> 330861097</p> <p><b>Famille d'organisme</b> Entreprises HLM</p> <p><b>Décisionnaire</b> CA de Sophia Antipolis</p> <p><b>N° de décision</b> 20180600400025</p> <p><b>Nature de l'opération</b> Neuf</p> <p><b>Commune (Insee)</b> 06161 Villeneuve-Loubet</p> <p><b>Exercice</b> 2018</p>	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 10px;"> <p><b>Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...</b> S.A. LE NOUVEAU LOGIS AZUR</p> </div> <p>268 av de la californie BP 3174  06200 Nice</p> <p><b>Nature des logements</b> Logements ordinaires</p> <p><b>Type de bénéficiaire</b> Ménages</p> <p><b>Zone de prix</b> Zonage "123" : Zone 2 Zonage "ABC" : Zone A</p>
<p><b>Opération :</b> 49 avenue des Maurettes-PP-PLUS 49 avenue des Maurettes 06270 Villeneuve-Loubet</p>	



## **Le Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu les délibérations n° CC-2014-141 du 30 juin 2014 et n° BC-2014-308 du 15 décembre 2014 approuvant la prise de délégation de gestion et d'attribution des aides à la pierre par la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,

Vu la convention cadre de délégation de compétence des aides à la pierre signée entre l'Etat et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis en date du 23 janvier 2015,

Vu la délibération n° CC-2016-024 du 15 février 2016 autorisant le Président à exercer les compétences ci-dessus et à les subdéléguer,

Vu la délibération n° BC-2018-131 du 28 juin 2018 approuvant l'avenant n°4 à la convention cadre de délégation des Aides à la Pierre,

Vu l'arrêté de délégations de fonctions et de signature n°ARR.2016.28 du 29 novembre 2016 à la Vice-Présidente à l'Habitat et au Logement,

### **DECIDE :**

**ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 5 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 5 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 5 logements PLUS

au bénéficiaire désigné : S.A. LE NOUVEAU LOGIS AZUR (n° SIREN : 330861097).

**ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

**ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257,278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

**ARTICLE 4.** Pour les PLS, la demande de prêt devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la présente décision.  
La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

**ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

**ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

**ARTICLE 7.** Le Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et le Receveur Percepteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Antibes

le : 27 DEC. 2018

Par délégation,

Vice Présidente à l'Habitat Logement



Marguerite BLAZY



# ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

## A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
<b>I - Partie Subventions</b>		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	37 000,00	6,36%
<b>Sous-total Subventions</b>	37 000,00	6,36%
<b>II - Partie Prêts</b>		
Prêt CDC foncier	225 222,00	38,74%
Prêt CDC logement	128 767,00	22,15%
Prêts PEEC	45 000,00	7,74%
<b>Sous-total Prêts</b>	398 989,00	68,64%
<b>III - Partie Fonds Propres</b>		
Fonds propres	145 330,00	25,00%
<b>Sous-total Fonds Propres</b>	145 330,00	25,00%
<b>Total du Financement (I + II + III)</b>	581 319,00	100,00%
<b>Coût de l'opération / dépassement</b>	581 319,00	

## B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 488 355,03 €

Aide : **PLUS**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	232,90 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	5	232,90 m²
Assiette *	:	488 355,03 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

### TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5	Surface utile :	232,90 m²
Assiette : 488 355,03 €	<b>SUBVENTION</b> :	<b>0,00 €</b>
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(\*) calcul au prorata des surfaces utiles.

### TOTAL GENERAL DE LA DECISION

**SUBVENTION : 0,00 €**

### II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	182 338,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	339 543,00 €
Prestations intellectuelles et frais	6 000,00 €
Prix de revient H.T.	527 881,00 €
Décision No : 20180600400025	Page : 4/5



Montant de la TVA	53 438,00 €
Prix de revient TTC	581 319,00 €
Prix de revient TTC au m <sup>2</sup> de surface utile (PR/SU)	2 496,00 €

### **C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL**

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

*CONTRAT DE PRÊT*

**N° 129069**

Entre

**CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE - n°  
000060794**

Et

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

*CONTRAT DE PRÊT*

Entre

**CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE**, SIREN n°: 552046484, sis(e) 33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE** » ou « **l'Emprunteur** »,

**DE PREMIÈRE PART,**

et :

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

**DE DEUXIÈME PART,**

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.15
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.16
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.17
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.18
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.18
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.18
ARTICLE 16	GARANTIES	P.21
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.22
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.25
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.26
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.26
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.26
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.27
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT**

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération LES MAURETTES PP, Parc social public, Acquisition en VEFA de 20 logements situés 49 AVENUE DES MAURETTES 06270 VILLENEUVE-LOUBET.

Dans le cadre de leur accompagnement du secteur du logement social, la Caisse des Dépôts et Action Logement apportent leur soutien à l'investissement de la présente opération, via la mise en place d'un Prêt à taux d'intérêt très avantageux.

## **ARTICLE 2 PRÊT**

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux millions deux-cent-quatre-vingt-trois mille six-cent-trente-neuf euros (2 283 639,00 euros) constitué de 6 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2021, d'un montant de cinq-cent mille sept-cent-quatre-vingt-seize euros (500 796,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2021, d'un montant de quatre-cent-quarante-six mille sept-cent-dix-huit euros (446 718,00 euros) ;
- PLS foncier PLSDD 2021, d'un montant de huit-cent-soixante-huit mille quarante-six euros (868 046,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de soixante-sept mille quatre-cent-quarante-quatre euros (67 444,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de deux-cent-vingt mille six-cent-trente-cinq euros (220 635,00 euros) ;
- PHB 2.0 tranche 2018, d'un montant de cent-quatre-vingts mille euros (180 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

## **ARTICLE 3 DURÉE TOTALE**

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

## **ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL**

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

## **ARTICLE 5 DÉFINITIONS**

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariatisation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Échéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coïncide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Social** » (**PLS**) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « **Complémentaire au Prêt Locatif Social** » (**CPLS**) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

Le « **Prêt Haut de Bilan Bonifié de deuxième génération** » (**PHB2.0**) est destiné à soutenir l'effort d'investissement des bailleurs dans leurs projets de construction et de rénovation de logements locatifs sociaux. Ce Prêt bonifié concerne les projets de construction ayant bénéficié d'un agrément PLUS, PLAI, PLS. Ce Prêt PHB2.0 relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte / classe 16).

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Simple Révisibilité** » (**SR**) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux Fixe** » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

## **ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT**

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **28/02/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.



## **ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
  - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

## **ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréeer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

<b>Offre CDC</b>				
<b>Caractéristiques de la Ligne du Prêt</b>	CPLS	PLS	PLS foncier	PLUS
<b>Enveloppe</b>	Complémentaire au PLS 2021	PLSDD 2021	PLSDD 2021	-
<b>Identifiant de la Ligne du Prêt</b>	5457922	5457920	5457919	5457917
<b>Montant de la Ligne du Prêt</b>	500 796 €	446 718 €	868 046 €	67 444 €
<b>Commission d'instruction</b>	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>Durée de la période</b>	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
<b>Taux de période</b>	1,51 %	1,51 %	1,51 %	1,1 %
<b>TEG de la Ligne du Prêt</b>	1,51 %	1,51 %	1,51 %	1,1 %
<b>Phase d'amortissement</b>				
<b>Durée du différé d'amortissement</b>	24 mois	24 mois	-	24 mois
<b>Durée</b>	40 ans	40 ans	60 ans	40 ans
<b>Index<sup>1</sup></b>	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
<b>Marge fixe sur index</b>	1,01 %	1,01 %	1,01 %	0,6 %
<b>Taux d'intérêt<sup>2</sup></b>	1,51 %	1,51 %	1,51 %	1,1 %
<b>Périodicité</b>	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
<b>Profil d'amortissement</b>	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
<b>Condition de remboursement anticipé volontaire</b>	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
<b>Modalité de révision</b>	SR	SR	SR	SR
<b>Taux de progressivité de l'échéance</b>	0 %	0 %	0 %	0 %
<b>Mode de calcul des intérêts</b>	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
<b>Base de calcul des intérêts</b>	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

<sup>1</sup> A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,5 % (Livret A).

<sup>2</sup> Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

**CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**

Offre CDC				
<b>Caractéristiques de la Ligne du Prêt</b>	PLUS foncier			
<b>Enveloppe</b>	-			
<b>Identifiant de la Ligne du Prêt</b>	5457918			
<b>Montant de la Ligne du Prêt</b>	220 635 €			
<b>Commission d'instruction</b>	0 €			
<b>Durée de la période</b>	Annuelle			
<b>Taux de période</b>	1,1 %			
<b>TEG de la Ligne du Prêt</b>	1,1 %			
<b>Phase d'amortissement</b>				
<b>Durée</b>	60 ans			
<b>Index<sup>1</sup></b>	Livret A			
<b>Marge fixe sur index</b>	0,6 %			
<b>Taux d'intérêt<sup>2</sup></b>	1,1 %			
<b>Périodicité</b>	Annuelle			
<b>Profil d'amortissement</b>	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
<b>Condition de remboursement anticipé volontaire</b>	Indemnité actuarielle			
<b>Modalité de révision</b>	SR			
<b>Taux de progressivité de l'échéance</b>	1 %			
<b>Mode de calcul des intérêts</b>	Equivalent			
<b>Base de calcul des intérêts</b>	30 / 360			

<sup>1</sup> A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,5 % (Livret A).

<sup>2</sup> Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

**CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**

<b>Offre CDC (multi-périodes)</b>				
<b>Caractéristiques de la Ligne du Prêt</b>	PHB			
<b>Enveloppe</b>	2.0 tranche 2018			
<b>Identifiant de la Ligne du Prêt</b>	5457921			
<b>Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt</b>	40 ans			
<b>Montant de la Ligne du Prêt</b>	180 000 €			
<b>Commission d'instruction</b>	100 €			
<b>Durée de la période</b>	Annuelle			
<b>Taux de période</b>	0,37 %			
<b>TEG de la Ligne du Prêt</b>	0,37 %			
<b>Phase d'amortissement 1</b>				
<b>Durée du différé d'amortissement</b>	240 mois			
<b>Durée</b>	20 ans			
<b>Index</b>	Taux fixe			
<b>Marge fixe sur index</b>	-			
<b>Taux d'intérêt</b>	0 %			
<b>Périodicité</b>	Annuelle			
<b>Profil d'amortissement</b>	Amortissement prioritaire			
<b>Condition de remboursement anticipé volontaire</b>	Sans Indemnité			
<b>Modalité de révision</b>	Sans objet			
<b>Taux de progression de l'amortissement</b>	0 %			
<b>Mode de calcul des intérêts</b>	Equivalent			
<b>Base de calcul des intérêts</b>	30 / 360			

**CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**

<b>Offre CDC (multi-périodes)</b>				
<b>Caractéristiques de la Ligne du Prêt</b>	PHB			
<b>Enveloppe</b>	2.0 tranche 2018			
<b>Identifiant de la Ligne du Prêt</b>	5457921			
<b>Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt</b>	40 ans			
<b>Montant de la Ligne du Prêt</b>	180 000 €			
<b>Commission d'instruction</b>	100 €			
<b>Durée de la période</b>	Annuelle			
<b>Taux de période</b>	0,37 %			
<b>TEG de la Ligne du Prêt</b>	0,37 %			
<b>Phase d'amortissement 2</b>				
<b>Durée</b>	20 ans			
<b>Index<sup>1</sup></b>	Livret A			
<b>Marge fixe sur index</b>	0,6 %			
<b>Taux d'intérêt<sup>2</sup></b>	1,1 %			
<b>Périodicité</b>	Annuelle			
<b>Profil d'amortissement</b>	Amortissement prioritaire			
<b>Condition de remboursement anticipé volontaire</b>	Sans Indemnité			
<b>Modalité de révision</b>	SR			
<b>Taux de progression de l'amortissement</b>	0 %			
<b>Mode de calcul des intérêts</b>	Equivalent			
<b>Base de calcul des intérêts</b>	30 / 360			

<sup>1</sup> A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,5 % (Livret A) .

<sup>2</sup> Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

## **ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX**

### **MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE**

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

### **MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE**

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.





## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

### MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule :  $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

## ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

## **ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL**

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

### **Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période**

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

### **Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes**

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

### **Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes**

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

**ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES**

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

**ARTICLE 14 COMMISSIONS**

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt correspondant au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

**ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR****DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :**

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

#### ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.
- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à une Ligne du Prêt sur les dispositifs prêts de haut de bilan mobilisés par l'Emprunteur et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres lignes de prêt de l'encours de l'Emprunteur auprès de la CDC.  
Si tout ou partie des fonds d'un de ces dispositifs de prêts de haut de bilan bonifiés n'étaient pas versés à l'Emprunteur au moment du remboursement anticipé volontaire, le Prêteur aura la faculté de réduire à due concurrence le montant des prêts haut de bilan non versés.

## ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SOPHIA ANTIPOLIS	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.



## **ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES**

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

### **17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES**

#### **17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires**

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

### 17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

#### Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

#### Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

#### Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## 17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

### 17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

### 17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

#### 17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractuant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

### **ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES**

#### **Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période**

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

#### **Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes**

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).





## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

### **Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes**

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

### **ARTICLE 19 NON RENONCIATION**

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

### **ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS**

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

### **ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site [www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles](http://www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles).

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE**

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



**CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

**CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME  
D'HABITATIONS A LOYER MODERE****33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE****75013 PARIS**

à **CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR  
Immeuble Les Docks  
10, place de la Joliette  
Atrium 10.5  
13002 Marseille**

**CONFIRMATION D'AUTORISATION DE  
PRELEVEMENT AUTOMATIQUE**

U104724, CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 129069, Ligne du Prêt n° 5457921

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR1540031000010000323804K72 en vertu du mandat n° AADPH2013338000010 en date du 4 décembre 2013.

*Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.*





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR



CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME  
D'HABITATIONS A LOYER MODERE

33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE

75013 PARIS

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR  
Immeuble Les Docks  
10, place de la Joliette  
Atrium 10.5  
13002 Marseille

### CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U104724, CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 129069, Ligne du Prêt n° 5457922

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR1540031000010000323804K72 en vertu du mandat n° AADPH2013338000010 en date du 4 décembre 2013.

*Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.*



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR



CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME  
D'HABITATIONS A LOYER MODERE

33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE

75013 PARIS

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR  
Immeuble Les Docks  
10, place de la Joliette  
Atrium 10.5  
13002 Marseille

### CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U104724, CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 129069, Ligne du Prêt n° 5457920

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR1540031000010000323804K72 en vertu du mandat n° AADPH2013338000010 en date du 4 décembre 2013.

*Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.*



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR



CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME  
D'HABITATIONS A LOYER MODERE

33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE

75013 PARIS

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR  
Immeuble Les Docks  
10, place de la Joliette  
Atrium 10.5  
13002 Marseille

### CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U104724, CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 129069, Ligne du Prêt n° 5457919

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR1540031000010000323804K72 en vertu du mandat n° AADPH2013338000010 en date du 4 décembre 2013.

*Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.*





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR



CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME  
D'HABITATIONS A LOYER MODERE

33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE

75013 PARIS

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR  
Immeuble Les Docks  
10, place de la Joliette  
Atrium 10.5  
13002 Marseille

### CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U104724, CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 129069, Ligne du Prêt n° 5457917

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR1540031000010000323804K72 en vertu du mandat n° AADPH2013338000010 en date du 4 décembre 2013.

*Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.*



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR



CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME  
D'HABITATIONS A LOYER MODERE

33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE

75013 PARIS

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR  
Immeuble Les Docks  
10, place de la Joliette  
Atrium 10.5  
13002 Marseille

### CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U104724, CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE

Objet : Contrat de Prêt n° 129069, Ligne du Prêt n° 5457918

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR1540031000010000323804K72 en vertu du mandat n° AADPH2013338000010 en date du 4 décembre 2013.

*Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.*



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR



Emprunteur : 0060794 - CDC HABITAT SOCIAL SA HLM  
N° du Contrat de Prêt : 129069 / N° de la Ligne du Prêt : 5457921  
Opération : Acquisition en VEFA  
Produit : PHB - 2.0 tranche 2018

Capital prêté : 180 000 €  
Taux effectif global : 0,37 %  
Taux théorique par période :  
1ère Période : 0,00 %  
2ème Période : 1,10 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	30/11/2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00
2	30/11/2023	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00
3	30/11/2024	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00
4	30/11/2025	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00
5	30/11/2026	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00
6	30/11/2027	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00
7	30/11/2028	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00
8	30/11/2029	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	30/11/2030	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00
10	30/11/2031	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00
11	30/11/2032	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00
12	30/11/2033	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00
13	30/11/2034	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00
14	30/11/2035	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00
15	30/11/2036	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00
16	30/11/2037	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00
17	30/11/2038	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00
18	30/11/2039	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00
19	30/11/2040	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00
20	30/11/2041	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00
21	30/11/2042	1,10	10 980,00	9 000,00	1 980,00	0,00	171 000,00	0,00
22	30/11/2043	1,10	10 881,00	9 000,00	1 881,00	0,00	162 000,00	0,00
23	30/11/2044	1,10	10 782,00	9 000,00	1 782,00	0,00	153 000,00	0,00
24	30/11/2045	1,10	10 683,00	9 000,00	1 683,00	0,00	144 000,00	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	30/11/2046	1,10	10 584,00	9 000,00	1 584,00	0,00	135 000,00	0,00
26	30/11/2047	1,10	10 485,00	9 000,00	1 485,00	0,00	126 000,00	0,00
27	30/11/2048	1,10	10 386,00	9 000,00	1 386,00	0,00	117 000,00	0,00
28	30/11/2049	1,10	10 287,00	9 000,00	1 287,00	0,00	108 000,00	0,00
29	30/11/2050	1,10	10 188,00	9 000,00	1 188,00	0,00	99 000,00	0,00
30	30/11/2051	1,10	10 089,00	9 000,00	1 089,00	0,00	90 000,00	0,00
31	30/11/2052	1,10	9 990,00	9 000,00	990,00	0,00	81 000,00	0,00
32	30/11/2053	1,10	9 891,00	9 000,00	891,00	0,00	72 000,00	0,00
33	30/11/2054	1,10	9 792,00	9 000,00	792,00	0,00	63 000,00	0,00
34	30/11/2055	1,10	9 693,00	9 000,00	693,00	0,00	54 000,00	0,00
35	30/11/2056	1,10	9 594,00	9 000,00	594,00	0,00	45 000,00	0,00
36	30/11/2057	1,10	9 495,00	9 000,00	495,00	0,00	36 000,00	0,00
37	30/11/2058	1,10	9 396,00	9 000,00	396,00	0,00	27 000,00	0,00
38	30/11/2059	1,10	9 297,00	9 000,00	297,00	0,00	18 000,00	0,00
39	30/11/2060	1,10	9 198,00	9 000,00	198,00	0,00	9 000,00	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	30/11/2061	1,10	9 099,00	9 000,00	99,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>			<b>200 790,00</b>	<b>180 000,00</b>	<b>20 790,00</b>	<b>0,00</b>		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Emprunteur : 0060794 - CDC HABITAT SOCIAL SA HLM  
N° du Contrat de Prêt : 129069 / N° de la Ligne du Prêt : 5457922  
Opération : Acquisition en VEFA  
Produit : CPLS - Complémentaire au PLS 2021

Capital prêté : 500 796 €  
Taux actuariel théorique : 1,51 %  
Taux effectif global : 1,51 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	30/11/2022	1,51	7 562,02	0,00	7 562,02	0,00	500 796,00	0,00
2	30/11/2023	1,51	7 562,02	0,00	7 562,02	0,00	500 796,00	0,00
3	30/11/2024	1,51	17 416,07	9 854,05	7 562,02	0,00	490 941,95	0,00
4	30/11/2025	1,51	17 416,07	10 002,85	7 413,22	0,00	480 939,10	0,00
5	30/11/2026	1,51	17 416,07	10 153,89	7 262,18	0,00	470 785,21	0,00
6	30/11/2027	1,51	17 416,07	10 307,21	7 108,86	0,00	460 478,00	0,00
7	30/11/2028	1,51	17 416,07	10 462,85	6 953,22	0,00	450 015,15	0,00
8	30/11/2029	1,51	17 416,07	10 620,84	6 795,23	0,00	439 394,31	0,00
9	30/11/2030	1,51	17 416,07	10 781,22	6 634,85	0,00	428 613,09	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	30/11/2031	1,51	17 416,07	10 944,01	6 472,06	0,00	417 669,08	0,00
11	30/11/2032	1,51	17 416,07	11 109,27	6 306,80	0,00	406 559,81	0,00
12	30/11/2033	1,51	17 416,07	11 277,02	6 139,05	0,00	395 282,79	0,00
13	30/11/2034	1,51	17 416,07	11 447,30	5 968,77	0,00	383 835,49	0,00
14	30/11/2035	1,51	17 416,07	11 620,15	5 795,92	0,00	372 215,34	0,00
15	30/11/2036	1,51	17 416,07	11 795,62	5 620,45	0,00	360 419,72	0,00
16	30/11/2037	1,51	17 416,07	11 973,73	5 442,34	0,00	348 445,99	0,00
17	30/11/2038	1,51	17 416,07	12 154,54	5 261,53	0,00	336 291,45	0,00
18	30/11/2039	1,51	17 416,07	12 338,07	5 078,00	0,00	323 953,38	0,00
19	30/11/2040	1,51	17 416,07	12 524,37	4 891,70	0,00	311 429,01	0,00
20	30/11/2041	1,51	17 416,07	12 713,49	4 702,58	0,00	298 715,52	0,00
21	30/11/2042	1,51	17 416,07	12 905,47	4 510,60	0,00	285 810,05	0,00
22	30/11/2043	1,51	17 416,07	13 100,34	4 315,73	0,00	272 709,71	0,00
23	30/11/2044	1,51	17 416,07	13 298,15	4 117,92	0,00	259 411,56	0,00
24	30/11/2045	1,51	17 416,07	13 498,96	3 917,11	0,00	245 912,60	0,00
25	30/11/2046	1,51	17 416,07	13 702,79	3 713,28	0,00	232 209,81	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	30/11/2047	1,51	17 416,07	13 909,70	3 506,37	0,00	218 300,11	0,00
27	30/11/2048	1,51	17 416,07	14 119,74	3 296,33	0,00	204 180,37	0,00
28	30/11/2049	1,51	17 416,07	14 332,95	3 083,12	0,00	189 847,42	0,00
29	30/11/2050	1,51	17 416,07	14 549,37	2 866,70	0,00	175 298,05	0,00
30	30/11/2051	1,51	17 416,07	14 769,07	2 647,00	0,00	160 528,98	0,00
31	30/11/2052	1,51	17 416,07	14 992,08	2 423,99	0,00	145 536,90	0,00
32	30/11/2053	1,51	17 416,07	15 218,46	2 197,61	0,00	130 318,44	0,00
33	30/11/2054	1,51	17 416,07	15 448,26	1 967,81	0,00	114 870,18	0,00
34	30/11/2055	1,51	17 416,07	15 681,53	1 734,54	0,00	99 188,65	0,00
35	30/11/2056	1,51	17 416,07	15 918,32	1 497,75	0,00	83 270,33	0,00
36	30/11/2057	1,51	17 416,07	16 158,69	1 257,38	0,00	67 111,64	0,00
37	30/11/2058	1,51	17 416,07	16 402,68	1 013,39	0,00	50 708,96	0,00
38	30/11/2059	1,51	17 416,07	16 650,36	765,71	0,00	34 058,60	0,00
39	30/11/2060	1,51	17 416,07	16 901,79	514,28	0,00	17 156,81	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	30/11/2061	1,51	17 415,88	17 156,81	259,07	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>			<b>676 934,51</b>	<b>500 796,00</b>	<b>176 138,51</b>	<b>0,00</b>		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 0,50 % (Livret A).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Emprunteur : 0060794 - CDC HABITAT SOCIAL SA HLM  
N° du Contrat de Prêt : 129069 / N° de la Ligne du Prêt : 5457920  
Opération : Acquisition en VEFA  
Produit : PLS - PLSDD 2021

Capital prêté : 446 718 €  
Taux actuariel théorique : 1,51 %  
Taux effectif global : 1,51 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	30/11/2022	1,51	6 745,44	0,00	6 745,44	0,00	446 718,00	0,00
2	30/11/2023	1,51	6 745,44	0,00	6 745,44	0,00	446 718,00	0,00
3	30/11/2024	1,51	15 535,41	8 789,97	6 745,44	0,00	437 928,03	0,00
4	30/11/2025	1,51	15 535,41	8 922,70	6 612,71	0,00	429 005,33	0,00
5	30/11/2026	1,51	15 535,41	9 057,43	6 477,98	0,00	419 947,90	0,00
6	30/11/2027	1,51	15 535,41	9 194,20	6 341,21	0,00	410 753,70	0,00
7	30/11/2028	1,51	15 535,41	9 333,03	6 202,38	0,00	401 420,67	0,00
8	30/11/2029	1,51	15 535,41	9 473,96	6 061,45	0,00	391 946,71	0,00
9	30/11/2030	1,51	15 535,41	9 617,01	5 918,40	0,00	382 329,70	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	30/11/2031	1,51	15 535,41	9 762,23	5 773,18	0,00	372 567,47	0,00
11	30/11/2032	1,51	15 535,41	9 909,64	5 625,77	0,00	362 657,83	0,00
12	30/11/2033	1,51	15 535,41	10 059,28	5 476,13	0,00	352 598,55	0,00
13	30/11/2034	1,51	15 535,41	10 211,17	5 324,24	0,00	342 387,38	0,00
14	30/11/2035	1,51	15 535,41	10 365,36	5 170,05	0,00	332 022,02	0,00
15	30/11/2036	1,51	15 535,41	10 521,88	5 013,53	0,00	321 500,14	0,00
16	30/11/2037	1,51	15 535,41	10 680,76	4 854,65	0,00	310 819,38	0,00
17	30/11/2038	1,51	15 535,41	10 842,04	4 693,37	0,00	299 977,34	0,00
18	30/11/2039	1,51	15 535,41	11 005,75	4 529,66	0,00	288 971,59	0,00
19	30/11/2040	1,51	15 535,41	11 171,94	4 363,47	0,00	277 799,65	0,00
20	30/11/2041	1,51	15 535,41	11 340,64	4 194,77	0,00	266 459,01	0,00
21	30/11/2042	1,51	15 535,41	11 511,88	4 023,53	0,00	254 947,13	0,00
22	30/11/2043	1,51	15 535,41	11 685,71	3 849,70	0,00	243 261,42	0,00
23	30/11/2044	1,51	15 535,41	11 862,16	3 673,25	0,00	231 399,26	0,00
24	30/11/2045	1,51	15 535,41	12 041,28	3 494,13	0,00	219 357,98	0,00
25	30/11/2046	1,51	15 535,41	12 223,10	3 312,31	0,00	207 134,88	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	30/11/2047	1,51	15 535,41	12 407,67	3 127,74	0,00	194 727,21	0,00
27	30/11/2048	1,51	15 535,41	12 595,03	2 940,38	0,00	182 132,18	0,00
28	30/11/2049	1,51	15 535,41	12 785,21	2 750,20	0,00	169 346,97	0,00
29	30/11/2050	1,51	15 535,41	12 978,27	2 557,14	0,00	156 368,70	0,00
30	30/11/2051	1,51	15 535,41	13 174,24	2 361,17	0,00	143 194,46	0,00
31	30/11/2052	1,51	15 535,41	13 373,17	2 162,24	0,00	129 821,29	0,00
32	30/11/2053	1,51	15 535,41	13 575,11	1 960,30	0,00	116 246,18	0,00
33	30/11/2054	1,51	15 535,41	13 780,09	1 755,32	0,00	102 466,09	0,00
34	30/11/2055	1,51	15 535,41	13 988,17	1 547,24	0,00	88 477,92	0,00
35	30/11/2056	1,51	15 535,41	14 199,39	1 336,02	0,00	74 278,53	0,00
36	30/11/2057	1,51	15 535,41	14 413,80	1 121,61	0,00	59 864,73	0,00
37	30/11/2058	1,51	15 535,41	14 631,45	903,96	0,00	45 233,28	0,00
38	30/11/2059	1,51	15 535,41	14 852,39	683,02	0,00	30 380,89	0,00
39	30/11/2060	1,51	15 535,41	15 076,66	458,75	0,00	15 304,23	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	30/11/2061	1,51	15 535,32	15 304,23	231,09	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>			<b>603 836,37</b>	<b>446 718,00</b>	<b>157 118,37</b>	<b>0,00</b>		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 0,50 % (Livret A).

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Emprunteur : 0060794 - CDC HABITAT SOCIAL SA HLM  
N° du Contrat de Prêt : 129069 / N° de la Ligne du Prêt : 5457919  
Opération : Acquisition en VEFA  
Produit : PLS foncier - PLSDD 2021

Capital prêté : 868 046 €  
Taux actuariel théorique : 1,51 %  
Taux effectif global : 1,51 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	30/11/2022	1,51	22 099,37	8 991,88	13 107,49	0,00	859 054,12	0,00
2	30/11/2023	1,51	22 099,37	9 127,65	12 971,72	0,00	849 926,47	0,00
3	30/11/2024	1,51	22 099,37	9 265,48	12 833,89	0,00	840 660,99	0,00
4	30/11/2025	1,51	22 099,37	9 405,39	12 693,98	0,00	831 255,60	0,00
5	30/11/2026	1,51	22 099,37	9 547,41	12 551,96	0,00	821 708,19	0,00
6	30/11/2027	1,51	22 099,37	9 691,58	12 407,79	0,00	812 016,61	0,00
7	30/11/2028	1,51	22 099,37	9 837,92	12 261,45	0,00	802 178,69	0,00
8	30/11/2029	1,51	22 099,37	9 986,47	12 112,90	0,00	792 192,22	0,00
9	30/11/2030	1,51	22 099,37	10 137,27	11 962,10	0,00	782 054,95	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	30/11/2031	1,51	22 099,37	10 290,34	11 809,03	0,00	771 764,61	0,00
11	30/11/2032	1,51	22 099,37	10 445,72	11 653,65	0,00	761 318,89	0,00
12	30/11/2033	1,51	22 099,37	10 603,45	11 495,92	0,00	750 715,44	0,00
13	30/11/2034	1,51	22 099,37	10 763,57	11 335,80	0,00	739 951,87	0,00
14	30/11/2035	1,51	22 099,37	10 926,10	11 173,27	0,00	729 025,77	0,00
15	30/11/2036	1,51	22 099,37	11 091,08	11 008,29	0,00	717 934,69	0,00
16	30/11/2037	1,51	22 099,37	11 258,56	10 840,81	0,00	706 676,13	0,00
17	30/11/2038	1,51	22 099,37	11 428,56	10 670,81	0,00	695 247,57	0,00
18	30/11/2039	1,51	22 099,37	11 601,13	10 498,24	0,00	683 646,44	0,00
19	30/11/2040	1,51	22 099,37	11 776,31	10 323,06	0,00	671 870,13	0,00
20	30/11/2041	1,51	22 099,37	11 954,13	10 145,24	0,00	659 916,00	0,00
21	30/11/2042	1,51	22 099,37	12 134,64	9 964,73	0,00	647 781,36	0,00
22	30/11/2043	1,51	22 099,37	12 317,87	9 781,50	0,00	635 463,49	0,00
23	30/11/2044	1,51	22 099,37	12 503,87	9 595,50	0,00	622 959,62	0,00
24	30/11/2045	1,51	22 099,37	12 692,68	9 406,69	0,00	610 266,94	0,00
25	30/11/2046	1,51	22 099,37	12 884,34	9 215,03	0,00	597 382,60	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	30/11/2047	1,51	22 099,37	13 078,89	9 020,48	0,00	584 303,71	0,00
27	30/11/2048	1,51	22 099,37	13 276,38	8 822,99	0,00	571 027,33	0,00
28	30/11/2049	1,51	22 099,37	13 476,86	8 622,51	0,00	557 550,47	0,00
29	30/11/2050	1,51	22 099,37	13 680,36	8 419,01	0,00	543 870,11	0,00
30	30/11/2051	1,51	22 099,37	13 886,93	8 212,44	0,00	529 983,18	0,00
31	30/11/2052	1,51	22 099,37	14 096,62	8 002,75	0,00	515 886,56	0,00
32	30/11/2053	1,51	22 099,37	14 309,48	7 789,89	0,00	501 577,08	0,00
33	30/11/2054	1,51	22 099,37	14 525,56	7 573,81	0,00	487 051,52	0,00
34	30/11/2055	1,51	22 099,37	14 744,89	7 354,48	0,00	472 306,63	0,00
35	30/11/2056	1,51	22 099,37	14 967,54	7 131,83	0,00	457 339,09	0,00
36	30/11/2057	1,51	22 099,37	15 193,55	6 905,82	0,00	442 145,54	0,00
37	30/11/2058	1,51	22 099,37	15 422,97	6 676,40	0,00	426 722,57	0,00
38	30/11/2059	1,51	22 099,37	15 655,86	6 443,51	0,00	411 066,71	0,00
39	30/11/2060	1,51	22 099,37	15 892,26	6 207,11	0,00	395 174,45	0,00
40	30/11/2061	1,51	22 099,37	16 132,24	5 967,13	0,00	379 042,21	0,00
41	30/11/2062	1,51	22 099,37	16 375,83	5 723,54	0,00	362 666,38	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	30/11/2063	1,51	22 099,37	16 623,11	5 476,26	0,00	346 043,27	0,00
43	30/11/2064	1,51	22 099,37	16 874,12	5 225,25	0,00	329 169,15	0,00
44	30/11/2065	1,51	22 099,37	17 128,92	4 970,45	0,00	312 040,23	0,00
45	30/11/2066	1,51	22 099,37	17 387,56	4 711,81	0,00	294 652,67	0,00
46	30/11/2067	1,51	22 099,37	17 650,11	4 449,26	0,00	277 002,56	0,00
47	30/11/2068	1,51	22 099,37	17 916,63	4 182,74	0,00	259 085,93	0,00
48	30/11/2069	1,51	22 099,37	18 187,17	3 912,20	0,00	240 898,76	0,00
49	30/11/2070	1,51	22 099,37	18 461,80	3 637,57	0,00	222 436,96	0,00
50	30/11/2071	1,51	22 099,37	18 740,57	3 358,80	0,00	203 696,39	0,00
51	30/11/2072	1,51	22 099,37	19 023,55	3 075,82	0,00	184 672,84	0,00
52	30/11/2073	1,51	22 099,37	19 310,81	2 788,56	0,00	165 362,03	0,00
53	30/11/2074	1,51	22 099,37	19 602,40	2 496,97	0,00	145 759,63	0,00
54	30/11/2075	1,51	22 099,37	19 898,40	2 200,97	0,00	125 861,23	0,00
55	30/11/2076	1,51	22 099,37	20 198,87	1 900,50	0,00	105 662,36	0,00
56	30/11/2077	1,51	22 099,37	20 503,87	1 595,50	0,00	85 158,49	0,00
57	30/11/2078	1,51	22 099,37	20 813,48	1 285,89	0,00	64 345,01	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
58	30/11/2079	1,51	22 099,37	21 127,76	971,61	0,00	43 217,25	0,00
59	30/11/2080	1,51	22 099,37	21 446,79	652,58	0,00	21 770,46	0,00
60	30/11/2081	1,51	22 099,19	21 770,46	328,73	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>			<b>1 325 962,02</b>	<b>868 046,00</b>	<b>457 916,02</b>	<b>0,00</b>		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 0,50 % (Livret A).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Emprunteur : 0060794 - CDC HABITAT SOCIAL SA HLM  
N° du Contrat de Prêt : 129069 / N° de la Ligne du Prêt : 5457917  
Opération : Acquisition en VEFA  
Produit : PLUS

Capital prêté : 67 444 €  
Taux actuariel théorique : 1,10 %  
Taux effectif global : 1,10 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	30/11/2022	1,10	741,88	0,00	741,88	0,00	67 444,00	0,00
2	30/11/2023	1,10	741,88	0,00	741,88	0,00	67 444,00	0,00
3	30/11/2024	1,10	2 181,16	1 439,28	741,88	0,00	66 004,72	0,00
4	30/11/2025	1,10	2 181,16	1 455,11	726,05	0,00	64 549,61	0,00
5	30/11/2026	1,10	2 181,16	1 471,11	710,05	0,00	63 078,50	0,00
6	30/11/2027	1,10	2 181,16	1 487,30	693,86	0,00	61 591,20	0,00
7	30/11/2028	1,10	2 181,16	1 503,66	677,50	0,00	60 087,54	0,00
8	30/11/2029	1,10	2 181,16	1 520,20	660,96	0,00	58 567,34	0,00
9	30/11/2030	1,10	2 181,16	1 536,92	644,24	0,00	57 030,42	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	30/11/2031	1,10	2 181,16	1 553,83	627,33	0,00	55 476,59	0,00
11	30/11/2032	1,10	2 181,16	1 570,92	610,24	0,00	53 905,67	0,00
12	30/11/2033	1,10	2 181,16	1 588,20	592,96	0,00	52 317,47	0,00
13	30/11/2034	1,10	2 181,16	1 605,67	575,49	0,00	50 711,80	0,00
14	30/11/2035	1,10	2 181,16	1 623,33	557,83	0,00	49 088,47	0,00
15	30/11/2036	1,10	2 181,16	1 641,19	539,97	0,00	47 447,28	0,00
16	30/11/2037	1,10	2 181,16	1 659,24	521,92	0,00	45 788,04	0,00
17	30/11/2038	1,10	2 181,16	1 677,49	503,67	0,00	44 110,55	0,00
18	30/11/2039	1,10	2 181,16	1 695,94	485,22	0,00	42 414,61	0,00
19	30/11/2040	1,10	2 181,16	1 714,60	466,56	0,00	40 700,01	0,00
20	30/11/2041	1,10	2 181,16	1 733,46	447,70	0,00	38 966,55	0,00
21	30/11/2042	1,10	2 181,16	1 752,53	428,63	0,00	37 214,02	0,00
22	30/11/2043	1,10	2 181,16	1 771,81	409,35	0,00	35 442,21	0,00
23	30/11/2044	1,10	2 181,16	1 791,30	389,86	0,00	33 650,91	0,00
24	30/11/2045	1,10	2 181,16	1 811,00	370,16	0,00	31 839,91	0,00
25	30/11/2046	1,10	2 181,16	1 830,92	350,24	0,00	30 008,99	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	30/11/2047	1,10	2 181,16	1 851,06	330,10	0,00	28 157,93	0,00
27	30/11/2048	1,10	2 181,16	1 871,42	309,74	0,00	26 286,51	0,00
28	30/11/2049	1,10	2 181,16	1 892,01	289,15	0,00	24 394,50	0,00
29	30/11/2050	1,10	2 181,16	1 912,82	268,34	0,00	22 481,68	0,00
30	30/11/2051	1,10	2 181,16	1 933,86	247,30	0,00	20 547,82	0,00
31	30/11/2052	1,10	2 181,16	1 955,13	226,03	0,00	18 592,69	0,00
32	30/11/2053	1,10	2 181,16	1 976,64	204,52	0,00	16 616,05	0,00
33	30/11/2054	1,10	2 181,16	1 998,38	182,78	0,00	14 617,67	0,00
34	30/11/2055	1,10	2 181,16	2 020,37	160,79	0,00	12 597,30	0,00
35	30/11/2056	1,10	2 181,16	2 042,59	138,57	0,00	10 554,71	0,00
36	30/11/2057	1,10	2 181,16	2 065,06	116,10	0,00	8 489,65	0,00
37	30/11/2058	1,10	2 181,16	2 087,77	93,39	0,00	6 401,88	0,00
38	30/11/2059	1,10	2 181,16	2 110,74	70,42	0,00	4 291,14	0,00
39	30/11/2060	1,10	2 181,16	2 133,96	47,20	0,00	2 157,18	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	30/11/2061	1,10	2 180,91	2 157,18	23,73	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>			<b>84 367,59</b>	<b>67 444,00</b>	<b>16 923,59</b>	<b>0,00</b>		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 0,50 % (Livret A).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Emprunteur : 0060794 - CDC HABITAT SOCIAL SA HLM  
N° du Contrat de Prêt : 129069 / N° de la Ligne du Prêt : 5457918  
Opération : Acquisition en VEFA  
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 220 635 €  
Taux actuariel théorique : 1,10 %  
Taux effectif global : 1,10 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	30/11/2022	1,10	3 827,27	1 400,29	2 426,98	0,00	219 234,71	0,00
2	30/11/2023	1,10	3 865,54	1 453,96	2 411,58	0,00	217 780,75	0,00
3	30/11/2024	1,10	3 904,20	1 508,61	2 395,59	0,00	216 272,14	0,00
4	30/11/2025	1,10	3 943,24	1 564,25	2 378,99	0,00	214 707,89	0,00
5	30/11/2026	1,10	3 982,67	1 620,88	2 361,79	0,00	213 087,01	0,00
6	30/11/2027	1,10	4 022,50	1 678,54	2 343,96	0,00	211 408,47	0,00
7	30/11/2028	1,10	4 062,72	1 737,23	2 325,49	0,00	209 671,24	0,00
8	30/11/2029	1,10	4 103,35	1 796,97	2 306,38	0,00	207 874,27	0,00
9	30/11/2030	1,10	4 144,38	1 857,76	2 286,62	0,00	206 016,51	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	30/11/2031	1,10	4 185,83	1 919,65	2 266,18	0,00	204 096,86	0,00
11	30/11/2032	1,10	4 227,69	1 982,62	2 245,07	0,00	202 114,24	0,00
12	30/11/2033	1,10	4 269,96	2 046,70	2 223,26	0,00	200 067,54	0,00
13	30/11/2034	1,10	4 312,66	2 111,92	2 200,74	0,00	197 955,62	0,00
14	30/11/2035	1,10	4 355,79	2 178,28	2 177,51	0,00	195 777,34	0,00
15	30/11/2036	1,10	4 399,35	2 245,80	2 153,55	0,00	193 531,54	0,00
16	30/11/2037	1,10	4 443,34	2 314,49	2 128,85	0,00	191 217,05	0,00
17	30/11/2038	1,10	4 487,78	2 384,39	2 103,39	0,00	188 832,66	0,00
18	30/11/2039	1,10	4 532,65	2 455,49	2 077,16	0,00	186 377,17	0,00
19	30/11/2040	1,10	4 577,98	2 527,83	2 050,15	0,00	183 849,34	0,00
20	30/11/2041	1,10	4 623,76	2 601,42	2 022,34	0,00	181 247,92	0,00
21	30/11/2042	1,10	4 670,00	2 676,27	1 993,73	0,00	178 571,65	0,00
22	30/11/2043	1,10	4 716,70	2 752,41	1 964,29	0,00	175 819,24	0,00
23	30/11/2044	1,10	4 763,86	2 829,85	1 934,01	0,00	172 989,39	0,00
24	30/11/2045	1,10	4 811,50	2 908,62	1 902,88	0,00	170 080,77	0,00
25	30/11/2046	1,10	4 859,62	2 988,73	1 870,89	0,00	167 092,04	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	30/11/2047	1,10	4 908,21	3 070,20	1 838,01	0,00	164 021,84	0,00
27	30/11/2048	1,10	4 957,30	3 153,06	1 804,24	0,00	160 868,78	0,00
28	30/11/2049	1,10	5 006,87	3 237,31	1 769,56	0,00	157 631,47	0,00
29	30/11/2050	1,10	5 056,94	3 322,99	1 733,95	0,00	154 308,48	0,00
30	30/11/2051	1,10	5 107,51	3 410,12	1 697,39	0,00	150 898,36	0,00
31	30/11/2052	1,10	5 158,58	3 498,70	1 659,88	0,00	147 399,66	0,00
32	30/11/2053	1,10	5 210,17	3 588,77	1 621,40	0,00	143 810,89	0,00
33	30/11/2054	1,10	5 262,27	3 680,35	1 581,92	0,00	140 130,54	0,00
34	30/11/2055	1,10	5 314,89	3 773,45	1 541,44	0,00	136 357,09	0,00
35	30/11/2056	1,10	5 368,04	3 868,11	1 499,93	0,00	132 488,98	0,00
36	30/11/2057	1,10	5 421,72	3 964,34	1 457,38	0,00	128 524,64	0,00
37	30/11/2058	1,10	5 475,94	4 062,17	1 413,77	0,00	124 462,47	0,00
38	30/11/2059	1,10	5 530,70	4 161,61	1 369,09	0,00	120 300,86	0,00
39	30/11/2060	1,10	5 586,00	4 262,69	1 323,31	0,00	116 038,17	0,00
40	30/11/2061	1,10	5 641,86	4 365,44	1 276,42	0,00	111 672,73	0,00
41	30/11/2062	1,10	5 698,28	4 469,88	1 228,40	0,00	107 202,85	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	30/11/2063	1,10	5 755,27	4 576,04	1 179,23	0,00	102 626,81	0,00
43	30/11/2064	1,10	5 812,82	4 683,93	1 128,89	0,00	97 942,88	0,00
44	30/11/2065	1,10	5 870,95	4 793,58	1 077,37	0,00	93 149,30	0,00
45	30/11/2066	1,10	5 929,66	4 905,02	1 024,64	0,00	88 244,28	0,00
46	30/11/2067	1,10	5 988,95	5 018,26	970,69	0,00	83 226,02	0,00
47	30/11/2068	1,10	6 048,84	5 133,35	915,49	0,00	78 092,67	0,00
48	30/11/2069	1,10	6 109,33	5 250,31	859,02	0,00	72 842,36	0,00
49	30/11/2070	1,10	6 170,42	5 369,15	801,27	0,00	67 473,21	0,00
50	30/11/2071	1,10	6 232,13	5 489,92	742,21	0,00	61 983,29	0,00
51	30/11/2072	1,10	6 294,45	5 612,63	681,82	0,00	56 370,66	0,00
52	30/11/2073	1,10	6 357,39	5 737,31	620,08	0,00	50 633,35	0,00
53	30/11/2074	1,10	6 420,97	5 864,00	556,97	0,00	44 769,35	0,00
54	30/11/2075	1,10	6 485,18	5 992,72	492,46	0,00	38 776,63	0,00
55	30/11/2076	1,10	6 550,03	6 123,49	426,54	0,00	32 653,14	0,00
56	30/11/2077	1,10	6 615,53	6 256,35	359,18	0,00	26 396,79	0,00
57	30/11/2078	1,10	6 681,69	6 391,33	290,36	0,00	20 005,46	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Tableau d'Amortissement  
En Euros**

Edité le : 30/11/2021

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
58	30/11/2079	1,10	6 748,50	6 528,44	220,06	0,00	13 477,02	0,00
59	30/11/2080	1,10	6 815,99	6 667,74	148,25	0,00	6 809,28	0,00
60	30/11/2081	1,10	6 884,18	6 809,28	74,90	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>			<b>312 571,90</b>	<b>220 635,00</b>	<b>91 936,90</b>	<b>0,00</b>		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 0,50 % (Livret A).



## Accusé de réception préfecture

**Objet de l'acte :**

Villeneuve Loubet - Acquisition en VEFA de 20 logements locatifs sociaux (5 PLUS/15PLS) - Les Maurettes - 49 avenue des Maurettes - Octroi d'une garantie d'emprunt contractée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par la SA D'HLM CDC Habitat Social

**Date de transmission de l'acte :** 23/03/2022

**Date de réception de l'accusé de réception :** 23/03/2022

**Numéro de l'acte :** BC\_2022\_030 ( voir l'acte associé )

**Identifiant unique de l'acte :** 006-240600585-20220314-BC\_2022\_030-DE

**Date de décision :** 14/03/2022

**Acte transmis par :** Corinne PAVAN-SANTAINÉ

**Nature de l'acte :** Délibération

**Matière de l'acte :** 8. Domaines de compétences par thèmes  
8.5. Politique de la ville-habitat-logement